



Alfortville, le 22/5/17

Un gouvernement en marche contre les travailleurs

En choisissant comme Premier ministre Édouard Philippe, encore lieutenant de Juppé il y a peu, puis en débauchant plusieurs autres responsables des Républicains, Macron a peut-être réussi sa manœuvre. Après avoir réduit le PS à la portion congrue, il espère affaiblir la droite traditionnelle et aspirer une partie de son électorat. Mais ces calculs électoraux dont on nous rebat les oreilles masquent le principal. Ce gouvernement annonce clairement qu'il se prépare à prendre des mesures anti-ouvrières.

En plaçant des hommes de droite aux ministères clés de l'économie, Macron donne des gages à la bourgeoisie, lui montrant qu'il mènera la politique qu'elle exigera de lui.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, défendait à la primaire de la droite la réduction des indemnités chômage, les petits boulots à 5 euros de l'heure pour les allocataires de minima sociaux. Le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, est un sarkozyste. Ces deux politiciens ont des convictions pro-patronales profondes et affichées.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, est une ancienne directrice des ressources humaines du groupe Danone et a été directrice générale adjointe chez Dassault Systèmes. Pour la seconder, Antoine Foucher, un ancien négociateur du Medef, ancien directeur des relations sociales chez Schneider Electric, vient d'être nommé directeur de son cabinet. Ceux-là sont des habitués de la lutte de classe, menée du côté patronal.

Le gouvernement s'attaquera dès cet été au Code du travail en légiférant par ordonnances. Il veut que les accords d'entreprise prévalent sur les accords de branche et sur le droit général du travail. Il va plafonner les indemnités qu'auront à payer les patrons condamnés aux Prud'hommes. En résumé, il déblaiera au maximum les obstacles juridiques qui gênent un peu le patronat pour qu'il puisse licencier, augmenter la charge de travail et comprimer les salaires. Le gouvernement veut surtout mater les travailleurs pour aider les capitalistes à mener leur guerre sociale et extorquer aux ouvriers, aux employés, aux ingénieurs, toujours plus de dividendes.

La déclaration de guerre est claire et nette.

Les déclarations complaisantes des dirigeants syndicaux sur le nouveau gouvernement sont d'autant plus lamentables. Jean-Claude Mailly de FO a vanté le « sens du dialogue » de la ministre du Travail. Laurent Berger de la CFDT a dit qu'il en avait une « appréciation très positive ». Les travailleurs de Danone qui ont subi le plan social de 2013 avec ses 900 suppressions d'emplois quand Pénicaud y était DRH, apprécieront. Même Philippe Martinez de la CGT, interviewé dans le JDD, a parlé d'un « gouvernement de « communication » à « l'attitude correcte ».

Pour préparer son offensive, le gouvernement va jouer la comédie de la négociation. Les dirigeants syndicaux y seront sûrement disposés alors qu'il n'y a rien à en attendre. Mais il n'est pas dit que cette mise en scène marche auprès des millions de travailleurs qui ont en mémoire les mobilisations contre la loi El Khomri. D'autant qu'ils subissent déjà les conséquences de cette loi, dont Macron est un initiateur, comme de celle qui porte son nom.





Du Front national à La France insoumise, en passant par Les Républicains, voire ce qu'il reste du Parti socialiste et de ses alliés, ils sont nombreux à vouloir jouer le rôle d'opposant au gouvernement. Aucun ne le fera du point de vue des intérêts des travailleurs. La classe ouvrière ne pourra compter que sur ses propres forces.

Dans ce contexte, il faut se préparer aux combats à venir. Les élections législatives ne permettront pas de changer le sort des travailleurs mais elles permettront de dire la nécessité de luttes générales, mettant en avant les intérêts communs des exploités.

Lutte ouvrière présentera des candidats dans toutes les circonscriptions. Le courant qui s'est exprimé à travers la candidature de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle doit montrer, avec ces élections locales, sa présence dans les quartiers populaires et ailleurs. Ces votes montreront que partout, il existe des femmes et des hommes qui n'ont aucune illusion dans le gouvernement et ne se laissent pas tromper par les démagogues qui saoulent les travailleurs de propos anti-immigrés ou protectionnistes sans jamais dénoncer ni l'exploitation ni le patronat. Ce sera un vote de conscience ouvrière.

Le 11 juin, votez pour le camp des travailleurs !

Votez pour les candidats de Lutte Ouvrière

8ème circonscription Charenton-le-Pont, Joinville-le-Pont, Maisons-Alfort		9ème circonscription Alfortville Nord, Vitry-sur- Seine	
Titulaire	Suppléante	Titulaire	Suppléant
			
Pierre-Éric GILLARD <i>Employé de supermarché</i>	Dominique BIGNARD <i>Assistante Informatique</i>	Claire MAURY <i>Technicienne en biotechnologie</i>	Guy MOUNEY <i>Retraité de la métallurgie</i>

Réunion publique de Lutte Ouvrière

Jeudi 8 juin 2017 à 19h

Ecole Primaire Paul Bert

37 avenue du Général Leclerc

Maisons-Alfort

Métro Ecole Vétérinaire

Avec Pierre-Éric GILLARD, candidat dans la 8^{ème} circonscription
et Claire MAURY, candidate dans la 9^{ème} circonscription

A Presles dans le Val d'Oise. 3 jours



Samedi 3, dimanche 4, lundi 5 juin

de spectacle, de débats, d'animation.

Meetings avec Nathalie

Arthaud, dimanche 4 et lundi 5/6 à 15h.

Entrée à 15 € (20 € sur place) Plus de renseignements sur fete.lutte-ouvriere.org

Pour nous contacter :

sur Maisons-Alfort : 06 60 28 96 21 lo-maisons-alfort@club-internet.fr

sur Alfortville 06 87 80 68 06 guy.mouney@live.fr

Imp spé LO